Sur Avec L'Immigration. Mesurer, débattre, agir de François Héran

On Avec L'Immigration. Mesurer, débattre, agir by François Héran

Erik Neveu

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/16041>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.16041

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2018

Pagination : 285-300

ISBN : 978-2-8143-0543-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Erik Neveu, « Sur Avec L'Immigration. Mesurer, débattre, agir de François Héran », *Questions de communication* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 janvier 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/16041> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.16041>

ÉRIK NEVEU

Arènes

Université Rennes 1

École pratique des hautes études en santé publique

Centre national de la recherche scientifique

Sciences Po Rennes

F-35700

erik.neveu[at]sciencespo-rennes.fr

SUR AVEC L'IMMIGRATION. MESURER, DÉBATTRE, AGIR DE FRANÇOIS HÉRAN

Résumé. — Dans *Avec L'Immigration. Mesurer, débattre, agir*, François Hérán propose une vulgarisation rigoureuse d'un ensemble de données sur les dynamiques de l'immigration en France. S'inscrivant en faux contre une série de mythes, il montre que si le poids des populations « issues de l'immigration » progresse, la submersion annoncée est un fantasme. Son analyse suggère aussi combien acteurs politiques mais aussi intellectuels présents dans l'espace public ont de ces problèmes un usage souvent instrumental et des chiffres une vision délirante ou désinvolte. Ce « focus » invite alors à deux directions d'analyse. Comment expliquer des formes plurielles d'indifférence, d'irrecevabilité ou d'incompréhension de la parole « savante » dans l'espace public quand elle tente d'éclairer des enjeux sociaux forts ? Pourquoi l'immigration focalise-t-elle les passions tristes de l'angoisse et du ressentiment, et comment alors être « avec l'immigration » sans contribuer à entretenir des tensions entre « misères du monde »

Mots clés. — espace public, immigration, passions tristes, problème public, statistiques, vulgarisation

« Un préjugé répandu voudrait que les politiques aient le sens des réalités, tandis que les chercheurs vivraient en lévitation, loin de problèmes concrets. Dans le dossier de l'immigration c'est tout le contraire : c'est la science sociale qui ramène les politiques au principe de réalité, alors que ceux ci commencent souvent par vendre du rêve avant de courir désespérément derrière les chiffres » (Héran, 2017 : 21).

François Héran est un sociologue et démographe connu et reconnu. Dès les années 1980, il écrit des textes qui sont devenus des « classiques » comme « L'assise statistique de la sociologie » (1984). Son parcours professionnel a ceci de particulier qu'il est passé, de 1993 à 1998, par la direction des études démographiques de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), puis, jusqu'en 2009, par la direction de l'Institut national d'études démographiques (Ined). Son élection en 2017 au Collège de France sur la chaire « Migrations et sociétés » dit l'autorité qu'il a acquise sur ces questions à propos desquelles il avait déjà beaucoup publié, intervenant dans les années récentes dans le débat public sous la forme de livres de vulgarisation et d'explication (2007, 2012). Mais la décision du Collège de France de créer cette chaire exprime aussi son choix – issu d'un vote de l'Assemblée de ses professeurs – de réaffirmer ce qu'est sa vocation : reconnaître les savants les plus éminents pour que leur savoir vienne aussi nourrir le débat public, contribuer à la diffusion des avancées du savoir.

Avec *L'Immigration* peut être considéré comme relevant de la « vulgarisation » si on allège le terme des connotations condescendantes qui l'accompagnent souvent. Vulgariser n'est pas une tâche subalterne ou vulgaire, mais devrait être une préoccupation constante des chercheurs. Avec un grand souci pédagogique mais sans concession au simplisme, ce volume propose un état condensé des savoirs sur les flux d'immigration, plus encore une synthèse sur les manières dont ce fait social est mis en débat, le plus souvent de manière simplette.

Compter-penser l'immigration... ou empêcher de le faire ?

En assumant la part scolaire de cette posture – mais, pour voler à François Héran une citation de Jean-Jacques Rousseau, « Je ne sais pas l'art d'être *clair pour qui ne veut être attentif* » – ce « focus » commence par un classique survol des contenus du livre afin de permettre de s'en faire une idée – d'aller le lire, on l'espère –, mais aussi de comprendre de quelle façon cette lecture ouvre sur quelques points ultérieurs de discussion.

Suivant une structure qui ferait défaillir les amoureux du plan en « deux parties et deux sous-parties », le livre se déploie en 7 parties et 20 chapitres de tailles inégales. Une « ouverture » permet de rappeler quelques acquis centraux des enquêtes démographiques concernant l'immigration. Il s'agit de la montée au sein de l'immigration des personnes venant tant du Maghreb que de l'Afrique

subsaharienne. Elles pesaient 20 % des immigrés en 1975, 43 % en 2012. Il entre légalement environ 200 000 immigrants par an en France. Ces personnes représentent environ 10 % de la population vivant dans le pays, et celles dont un parent au moins est un immigrant représentent environ 12 % de cette même population. Cela revient à dire que plus d'une personne sur cinq vivant en France est là du fait de l'immigration si l'on remonte à une génération. François Héran souligne aussi le fait que ces chiffres ne sont pas exceptionnels eu égard à une série d'autres pays d'Europe occidentale. Il observe encore que reconnaître et accueillir 12 000 bénéficiaires du droit d'asile par an revient, au regard de la population de la France, à faire entrer 16 personnes dans un Stade de France qui jouerait à guichets fermés¹. L'auteur rappelle aussi des épisodes du siècle passé où la France a absorbé d'énormes vagues de migrants : les près de 700 000 réfugiés espagnols de la *Retirada* en 1939, le million de pieds-noirs en 1962. Pas de parti pris angéliste dans ces rappels ; dans un développement postérieur, François Héran cible même des formes de déni du réel qui peuvent tenter à gauche, en réaction aux discours d'extrême droite. La réalité de l'immigration, c'est aussi le fait que, sans qu'il y ait à adhérer à la rhétorique de la submersion, son poids augmente. C'est encore que sa composition change par la place des « minorités visibles » qui remplacent les Polonais, Portugais ou Italiens de jadis, par des expressions visibles d'appartenance à l'islam. C'est encore que les hommes et femmes liés à cette immigration vivent des problèmes objectivables que certains traduiront en disant qu'ils « sont » le problème : chômage supérieur à la moyenne, concentration spatiale dans des quartiers et villes sociologiquement populaires. Tel est d'ailleurs l'autre cadrage saillant de cette ouverture qui souligne la montée en puissance d'un « immigrationisme »... qui n'est pas la complaisance à la porosité du territoire dénoncée par le Front national, mais la place exorbitante prise dans le débat public par l'immigration comme source de maux, comme cible de politiques publiques présentées comme propres à résoudre beaucoup des problèmes de la France.

Les deux premières parties du livre analysent la politique migratoire sous la présidence de Nicolas Sarkozy (2007-2012) puis sous celle de François Hollande (2012-2017). Elles soulignent la place prise chez Nicolas Sarkozy par une thématique de l'immigration « choisie », ciblant des migrants détenteurs de compétences utiles. Elles montrent à la fois les incohérences de cette catégorie (les étudiants étrangers venant se former en France et pouvant être ensuite des supports d'un rayonnement du pays sont ils des intrus « subis » ?) et le peu de continuité dans la mise en œuvre de cette politique abandonnée à la sauvette quelques années plus tard. La question posée ici en filigrane est aussi celle des limites d'un volontarisme dans sa variante gesticulatoire. Nul besoin de participer au fatalisme pour souligner, d'une part, le fait que les flux migratoires ont la force d'un fait social que des politiques peuvent en partie canaliser, non endiguer, et,

¹ Le chiffre donné formule autrement celui donné par F. Héran (2017 : 14). C'est là le seul moment du livre où sa pédagogie statistique est en défaut : le stade de 10 000 places sur lequel il raisonne ne correspond pas à la réalité des grandes enceintes sportives contemporaines : 81 000 places au Stade de France.

d'autre part, le fait que la difficulté de gestion vient de la multiplicité des acteurs qu'aucune politique publique menée démocratiquement ne peut faire marcher au pas si l'on combine la diversité des échelons étatiques de décision, le rôle actif et contradictoire des municipalités, celui des associations. La description proposée en trois chapitres distincts de l'état actuel des positions des diverses forces politiques suggère la pauvreté ou la superficialité des réflexions. Fétichisme des « capacités d'accueil » hyper-limitées et fixes à droite, chez ceux-là même qui – quand il s'agit de parler des 35 heures – brocardent l'idée d'un volume de travail fixe à partager et insistent sur la flexibilité de l'économie ; propositions frileuses, molles ou vagues dans un drapé de bons sentiments à gauche ; visions « hors sol » au Front national où le coût économique et démocratique d'un contrôle pour une immigration zéro n'est pas explicité, où les contraintes juridiques liées aux engagements dans des conventions internationales sur le rapprochement familial et les droits humains sont passées sous silence.

Une troisième partie du volume évoque l'expérience de son auteur à l'Ined. Il s'agit d'abord d'un arrêt sur les tissages du personnel et du professionnel. En quoi les éléments d'une trajectoire biographique marquée par des expatriations, la vie dans une commune marquée par l'immigration pèsent-ils sur le rapport aux enjeux de cette question. Il s'agit aussi de montrer en quoi une institution produisant des statistiques « officielles » peut demeurer parfaitement indépendante scientifiquement. Le chapitre 7, « Tirs croisés sur la recherche », est particulièrement intéressant pour montrer comment certains ministres et conseillers du président de la République française firent campagne pour que l'Ined soit à la fois sous la tutelle juridique, éventuellement intellectuelle, du ministère de l'Immigration et dirigé par une personne idéologiquement sûre. L'intérêt de l'épisode est aussi de rappeler que, dans ce qu'on appelle l'État à majuscule, ministères, cabinets et institutions spécialisées offrent le terrain de jeux de contrepoids et d'alliances qui font que même une offensive venue du « Château » et se revendiquant de l'orthodoxie présidentielle n'est pas toujours assurée d'aboutir. Ces pages sont aussi de celles de l'ouvrage qui peuvent susciter le sourire du fait du talent de leur rédacteur pour assassiner (Héran, 2017 : 142, pour un universitaire conservateur pressenti pour la direction de l'Ined) ou égratigner politiques envahissants ou collègues aux prétentions excessives (le démographe Hervé Le Bras – pp. 146-148 – ou, plus loin, l'historien des populations Jacques Dupâquier – pp. 196-203) avec une parfaite urbanité.

Les trois parties suivantes du livre (*ibid.* : 159-286) offrent un grand triptyque qu'on peut associer à la thématique des usages sociaux du chiffre et de la statistique. Dans un premier temps, l'exposé rappelle ce qu'est la production de chiffres sur l'immigration, démonte méticuleusement une série de mythes ou d'objections sur ce sujet en montrant, par exemple, que, dans les faits, sont disponibles des statistiques qui, sans « racialiser » quiconque en « caucasien », « bambara » ou « arabe », permettent de se faire une idée fiable de variables religieuses et nationales dans les flux migratoires. Dans un second temps (cinquième

partie), l'analyse se centre sur une série de polémiques utilisant les chiffres. Les unes peuvent naître au sein du monde académique comme la contestation des nouvelles méthodes de recensement, d'autres de la mise en discussion de « tabous », plus souvent imaginaires que réels, qu'il s'agisse des statistiques ethniques ou de la part de l'immigration dans les prisons. En allant vers l'analyse de débats plus « grand public », un chapitre complet démonte les impostures d'Éric Zemmour, grand pourfendeur des « Lyssenko de la statistique » qu'il identifie à l'Ined mais lui-même spécialiste de raccourcis d'analyse combinant ignorance crasse et *hubris* dénonciatrice. L'analyse de la lecture complotiste d'un rapport de l'Organisation des Nations Unies, réattribué à l'Union européenne et mis en récit comme la preuve d'un programme planifié de grand remplacement par le Front national s'inscrit dans la même logique. Le triptyque se clôt (sixième partie) par une incursion dans l'analyse rhétorique des argumentations sur l'immigration. Le développement est stimulant et rappelle l'utilité de l'interdisciplinarité mettant en avant une série de procédés et de thématiques dont plusieurs rappellent les codes de la « rhétorique réactionnaire » disséquée par Albert O. Hirschman (1991). Stimulantes, ces 40 pages ne sont pas les plus novatrices de l'ouvrage dans la mesure où – nul n'ayant un savoir encyclopédique – la mobilisation des outils d'analyse rhétorique reste peu sophistiquée. Ces pages peuvent aussi suggérer l'une des rares observations critiques qui peut naître à la lecture. Démonter la rhétorique des autres, c'est s'exposer au retournement des outils utilisés contre sa propre prose. Peut-être alors la manière de poser connivence entre l'idéologue de droite extrême et ancien conseiller du président Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson, et l'organisation maoïste post-1968 « Gauche prolétarienne » est elle inadéquate. Le vocable *La cause du peuple* a, il est vrai, donné son titre au livre de l'un (Buisson, 2016) et au journal de l'autre. La Gauche prolétarienne n'a pas été le foyer d'une intelligence critique qui mériterait une défense rétrospective, mais l'invocation de la « proximité des extrêmes » (Héran, 2017 : 116) est une facilité rhétorique propice aux raccourcis analytiques.

La septième et ultime partie fonctionne comme une conclusion. Elle questionne la pertinence des catégories de l'assimilation et de l'intégration, les manières dont on peut les objectiver. Elle interroge aussi les registres sur lesquels nous pouvons penser le fait migratoire. Faut-il se fixer sur une politique de la compassion et de la pitié comme leviers de solidarité ? Doit-on aller sur le terrain plus froid d'une utilité (économique, démographique) des migrants ? Faut-il argumenter à partir de bienfaits associés à la « diversité » ?

« Aux militants humanitaires [...], je voudrai dire sans ambages ma position : on ne justifiera pas l'immigration par des arguments utilitaristes (même s'il est de bonne guerre d'utiliser de tels arguments face à des interlocuteurs qui, croit-on, n'entendent que ce langage). Mieux vaut invoquer la logique des droits. Mieux vaut assumer pleinement le fait que l'immense majorité des migrants qui entrent en France le font parce qu'ils en ont le droit » (*ibid.* : 313).

« Pour ou contre l'immigration ? Notre débat public sera vraiment adulte quand nous aurons dépassé ce stade, tant il est vrai que l'immigration est désormais une réalité permanente au même titre que le vieillissement, l'expansion urbaine ou l'accélération des communications. Qu'on le

veuille ou non, c'est une composante de la France parmi d'autres, un quart de la population. Quel sens y a-t-il à approuver où désapprouver cet état de choses ? » (*ibid.* : 315)

Ni pour, ni contre l'immigration. Avec elle, tout simplement.

Cause toujours, tu ne m'intéresses pas

La question que pose le livre de François Héran est aussi celle d'une forme d'impuissance des savoirs institués dans l'espace public. La scène où l'auteur témoigne au parlement et où le député de l'Union du mouvement populaire Thierry Mariani qui le questionne n'est intéressé dans son propos que par ce qu'il pourra recycler sans s'embarrasser de détails dans la logique de ses certitudes déjà établies est parlante à cet égard. Le chapitre 11 pourra susciter chez le lecteur la jubilation que donne aux enfants la vue de Guignol rossant un méchant. Les absurdités énoncées par Éric Zemmour sur le mode du dévoilement d'une vérité cachée y sont démontées et anéanties. Mais, en termes d'audience et sans doute d'impact, le plus efficace reste sans doute le polémiste.

La résistance durable des cigarettiers – mobilisant contre-arguments fallacieux et experts à gage – pour nier le problème du tabagisme passif en est un cas. L'entreprise organisée de déni des causes humaines du réchauffement climatique et de ses dégâts, l'invocation du « doute » pour différer éternellement les restrictions à l'usage de perturbateurs endocriniens ou de produits comme le glyphosate sont des exemples actuels de la grande difficulté des vérités scientifiques à s'imposer (Oreskes, Conway, 2010). L'entrée du mot – et de l'objet de recherche – *agnostologie* comme entreprise organisée de diffusion de faux savoirs, de mise en doute des acquis des communautés scientifiques est un indicateur parlant de ces dynamiques. Et si l'on considère que les sciences « dures » ont une autorité sociale plus fermement établie que les sciences humaines et sociales (SHS) – y compris dans leurs expressions statistiques –, on discerne la difficulté à laquelle font face les chercheurs en sociologie. Pour dissiper toute équivoque, la question n'est pas de produire une version moderne du philosophe-roi, mais, comme le revendique François Héran – en des termes cousins de ceux de Pierre Bourdieu – de souligner qu'il y a, de la part de celles et ceux qui produisent des savoirs, un droit et même un devoir d'introduire leurs connaissances dans le débat public. Cette prise de parole ne peut viser à dicter les politiques ou à prétendre donner des solutions qui sont aussi affaires de choix démocratiques, de contraintes pratiques de l'action publique qu'un chercheur ne maîtrise que rarement. Elle peut, et la chose est déjà énorme, aider à faire partir l'action de faits et non de fantasmes ; elle peut aider à une forme rationnelle de « *benchmarking* » en éclairant les bilans et les contextes de politiques mises en œuvre ailleurs. Elle peut définir des limites du possible, suggérer les échelles de temps nécessaires à des changements ambitieux, dire parfois en quoi des programmes peuvent – quelles que soient leurs intentions – déboucher sur des effets pervers dramatiques.

La relative impuissance des chercheurs se repère à de multiples indicateurs. Même dans des versions grand public ou de bonne vulgarisation, les livres de SHS se vendent modestement. Les invitations de chercheurs dans des médias dont le public déborde les titulaires d'un bac + 4 sont limitées, ou leurs formats ne facilitent pas toujours l'expression d'analyses précises et complexes. Dans le cas d'*Avec l'immigration*, on pourrait penser qu'un livre de vulgarisation à la fois exigeante et claire, écrit par un chercheur reconnu que son élection au Collège de France met sous les feux de l'actualité, sur un sujet très sensible devrait recevoir un écho significatif. Une recherche sur l'internet suggère que, sans être passé inaperçu², le livre n'a pas eu un écho considérable. Ce « considérable » peut comparativement s'objectiver si l'on songe aux surenchères de tambours et grosses caisses qui ont célébré – en 2017 aussi – comme un vent frais dans le débat en SHS le médiocre et radoteur *Le Danger sociologique* (Bronner, Géhin, 2017) – proposant une énième excommunication de la sociologie bourdieusienne et de son affreux déterminisme – ou si l'on songe au véritable droit à invitations dans toutes les matinales et/ou émissions de télévision dont disposent un Jacques Attali ou une Caroline Fourest à chacun de leurs opus. On rapprochera l'observation d'une étude récente sur la source des données statistiques utilisées sur les télévisions britanniques (Cushion, Lewis, Callaghan, 2017 : en ligne). Constatant que les chiffres produits par le monde académique ne font pas 10 % de ceux cités, loin derrière ceux issus du monde économique, des partis, des *think tanks* ou des organisations non gouvernementales, les auteurs de cette recherche observent que

« les journalistes tendent à être moins intéressés par les organisations dédiées à la recherche et à la production de connaissances (singulièrement le monde de l'université et de la recherche) que par des sources plus secondaires, plus interprétatives issues du monde de la politique et des médias. En somme, ils se réfèrent à une valeur d'information qui favorise le conflit sur la clarté, et l'opinion sur l'explication » (nous traduisons).

Les formes et vecteurs de la pratique journalistique sont assez divers pour interdire les généralisations. Reste que, trop souvent, le journalisme réussit soit à passer à côté de grands enjeux sociaux en n'en valorisant que l'écume événementielle, soit à compliquer les problèmes en prétendant les simplifier, en mettant des émotions négatives et des choix binaires là où l'intelligence du monde suppose d'apprivoiser la complexité.

Les chercheurs ne sont pas tous excellents à vulgariser dans les formats médiatiques et ceux qui y excellent ne sont pas toujours les producteurs de savoir les plus indiscutables. La logique médiatique est encore souvent – beaucoup de *talk-shows* l'illustrent – celle d'une mise en équivalence où toutes les paroles se valent. On peut s'en réjouir d'un point de vue démocratique, mais l'un des effets – repérés de

² L'ouvrage a suscité des invitations de son auteur dans les médias audiovisuels – de service public au premier chef (*La Grande Table* sur France Culture, la *Matinale* de France Inter, France Info) – et des recensions – mais plus dans des revues ou sites « savants » (*Lien socio, Idées économiques et sociales, Migrations et sociétés*) que dans des médias d'information générale (si ce n'est *Le Monde, Alternatives économiques, Mediapart*, pour en citer quelques-uns) .

longue date (Livingstone, Lunt, 1993 ; Amey, Leroux, 2012) – de ces situations est souvent de donner à une expérience individuelle, parfois atypique mais verbalisée avec émotion, plus de poids qu'à des savoirs empiriquement fondés et faisant consensus savant. La situation est encore compliquée par des formes inédites de concurrence pour la parole savante. Le monde journalistique avait déjà pris l'habitude de produire ses hiérarchies du mérite scientifique fondées sur le critère du « bon client » : il faut inviter non les savants fâcheux et précis, mais ceux capables de parler de tout une heure après un appel téléphonique, dans un format serré, en y mettant de l'émotivité, et si possible – mais c'est moins décisif – un peu de compétence. L'un des usages imprévus des *think tanks* qui fleurissent aujourd'hui est aussi de donner à des personnages hybrides, chez qui se combinent les postures de l'idéologue et du savant, du militant, de l'assoiffé de visibilité médiatique, non seulement un accès à la parole, mais aussi une autorité qui se revendique à la fois de titres académiques et de la représentation d'une mythique société civile. Il faudrait compléter ce tableau par la prise en compte d'une tendance nouvelle, dans des espaces intellectuels très marqués à droite, à une disqualification de la parole académique comme simple modalité de l'abus d'autorité, expression d'une position sociale ou d'une appartenance à une « pensée unique » et non d'un savoir. Un fait divers récent est à ce titre significatif (Ballet, 2018 : en ligne). Jean-Claude Kaufmann, dont on peut à la fois dire qu'il a produit des travaux sociologiquement respectés sur la conjugalité et qu'il ne correspond pas au profil du savant Cosinus dans sa tour d'ivoire, est la cible d'une action en justice. Son délit ? Avoir répondu au quotidien *20 Minutes* en novembre 2016, à propos de l'émission de M6, *Mariés au premier regard*. Il y disait d'un « expert » (dont le bagage académique est un master) : « On ne s'intitule pas soi-même sociologue, on peut être dans le *coaching* ou dans le développement personnel [...]. Un *coach* ayant fait des études de sociologie c'est très bien, mais quand il parle de ses thèses scientifiques, c'est de l'arnaque ». Le voici poursuivi avec le titre qui a publié ses propos. La morgue avec laquelle l'expert mis en cause, Stéphane Édouart, s'exprime sur le sujet et exécute le monde « académique » dans quelques vidéos en ligne dit assez un air du temps³.

Pour reprendre une formule pascalienne, si ce qui est fort n'est pas juste, comment faire pour que ce qui est juste devienne fort ? Le levier de la pédagogie vient logiquement à l'esprit d'intellectuels. Et il y a là fort à faire. Il conviendrait d'introduire tôt dans l'enseignement secondaire un apprentissage généralisé du raisonnement sociologique et statistique, une habitude d'approche qui combine le concret de l'enquête et le théorique de la construction d'objet. Pareille gymnastique intellectuelle est rarement stimulée dans l'enseignement français, valorisant plus le mille-feuille des savoirs, une philosophie appauvrie en une variante sortie du *Bourgeois gentilhomme*, friande d'universaux émancipés de toute chair sociale. Ce n'est d'ailleurs pas cette direction qui est prise quand l'enseignement des sciences

³ É. Zemmour (2018) fournit un autre exemple, qui appelle dans un livre récent le « peuple » français à se réapproprier sa vraie Histoire, occultée par une camarilla d'historiens de profession aux « logiques maffieuses » (voir Noiriél, 2018).

économiques et sociales, déjà cantonné pour l'essentiel aux sections du même nom, est constamment rogné de ses composantes sociologiques, quand le ministère cherche à l'aplatir sur un enseignement de la gestion et de la micro-économie arasé de toute aspérité critique. Il faudrait aussi former les chercheurs à intervenir dans les médias, à tirer le meilleur de leurs formats et contraintes. Pourquoi ne pas aller jusqu'à une division des tâches qui accepterait de reconnaître comme une incarnation respectable du métier académique la position de « chasseur de mythes » qui serait capables, sur les plateaux télévisés, de pratiquer le jeu du *sniper* aux dépens des éditorialistes-idéologues et autres savants Canada Dry dont les propos ont « le goût et l'apparence » d'un savoir rigoureux, mais relèvent du bavardage superficiel ? Le programme pédagogique, c'est encore d'inventer des formes fécondes de coopération entre chercheurs en SHS et journalistes. Il en existe, plus d'une fois stimulantes. Leur limite tient au premier chef à ce que, pour solliciter le proverbe chinois, elles « apprennent aux poissons à nager », armant celles et ceux – abonnés de *Mediapart* ou auditeurs de France Culture – qui ont déjà le plus de ressources analytiques. Le défi est donc plus ici de toucher des publics populaires en allant vers des médias moins élitistes, en exploitant les possibilités de l'internet⁴ ou des réseaux sociaux. S'agissant d'immigration, on peut renvoyer ici à l'important livre de Rodney Benson (2013) qui, comparant la couverture de l'immigration en France et aux États-Unis, montre l'importance d'une polyphonie des articles, formats et locuteurs. Casser les clichés et simplismes, c'est aussi produire une information « *multiperspective* » qui conjugue les compétences, aide à comprendre tous les points de vue, toutes les expériences. Le pouvoir objectivant et interprétatif des SHS y a sa place. Un coopération intelligente entre chercheurs et journalistes tient aussi dans l'art d'ancrer les analyses scientifiques précises ou contre-intuitives dans la mobilisation du banal, de l'expérience ordinaire. François Héran (2017 : 311-12) en donne un exemple dans un croquis de collecte de sang dans la commune à forte population immigrée où il vit. Asiatiques et Turcs, Africains et Français aux généalogies diverses, femmes en foulard s'y côtoient, illustrant un moment où se vit une intégration qui aboutira aussi à ce que les poches de sang préservent demain des vies sans « distinction d'origine, de race ou de religion ». D'ailleurs, promouvoir un autre cadrage de l'immigration ne passe pas que par une meilleure coopération avec des chercheurs en SHS. Cela viendra aussi du souci de couvrir des vies et gestes de migrants qui réussissent, apportent à leur pays d'accueil, inventent des façons de vivre articulant leurs origines et leur présent... et cela sans attendre que, comme Mamadou Gassama⁵, ils escaladent un immeuble à mains nues pour sauver un enfant !

⁴ Sans le constituer en modèle, on peut donner un exemple intéressant de média moins élitiste visant des publics populaires avec les vidéos postées sur Youtube par la journaliste Aude Favre. Accès : <https://www.youtube.com/channel/UC8Ux-LOyEXeioYQ4LFzpBXw>. Consulté le 17/10/2018.

⁵ M. Gassama est un jeune Malien sans papiers qui, en mai 2018, prenant de grands risques physiques, a sauvé un enfant accroché à la rambarde du quatrième étage de son logement. Cet acte lui vaudra la naturalisation... et un déferlement de *fake news* mettant en doute son action. Accès : <https://www.youtube.com/watch?v=nsIsW70aqlw>. Consulté le 17/10/2018.

La question d'une police de la parole scientifique est assurément délicate et sa seule évocation en suggère les périls. Instituer un délit d'exercice illégal de la sociologie ou de la science politique serait d'autant plus difficile que propos lourdement normatifs, prophéties imprudentes ou analyses creuses peuvent aussi venir des rangs de la tribu. Mais si les médecins – dont on dira sans malice que leurs doctorats sont peu épais – parviennent à empêcher que tout guérisseur se pare du titre de médecin ou de docteur, est-il impensable que ne puissent se voir gratifiées en bas de l'écran d'un titre de philosophe, sociologue ou politologue des personnes qui n'ont produit aucune œuvre créatrice qui justifie ces titres ? Nul ne serait privé de parole, mais la confusion des titres et légitimités se trouverait limitée. Ne peut-on encore penser, dans des cas saillants, à des réactions collectives – comme cela se fit naguère de la part d'une série de spécialistes français des mondes musulmans, en réaction à des écrits de Caroline Fourest, plus nourris d'islamophobie que d'islamologie – consistant à rappeler les compétences (linguistiques, scolaires, de connaissance du terrain) requises pour parler d'un sujet ? D'ailleurs, certains spécialistes reconnus mettent déjà leur capital individuel de reconnaissance auprès des médias au service du collectif savant en refusant de partager le plateau avec de pseudo-experts.

Questionner le faible impact des SHS dans l'espace public, c'est aussi le rapporter à sa place dans l'univers intellectuel des décideurs. François Héran relève (2017 : 174) au passage les effets négatifs de la formation des élites politico-administratives françaises, marquée par un faible usage des langues étrangères, une culture encyclopédique mais superficielle, fort différente de celles de nombreux responsables d'autres pays comme le Canada, les Pays-Bas, l'Allemagne, plus habitués à mobiliser les SHS, aux démarches de l'enquête, parfois titulaires de thèses. Le problème est à double détente. Les dirigeants politico-administratifs français sont comparativement plus éloignés que d'autres d'une culture des SHS, d'une épistémè matinée d'enquête de terrain ou de mobilisation des savoirs académiques. Combinées au cumul de fonctions, les formes spécifiques de la professionnalisation du personnel politique en France (précoce, à partir de viviers scolairement et socialement peu variés) produisent une forme renouvelée du « crétinisme » (Neveu, à paraître) imputée par Karl Marx (1852 ; Marx Engels, 1871) aux parlementaires de la Seconde République. Prisonniers d'un microcosme dont l'un des traits est d'annihiler tout temps disponible pour la *skholé*, les meilleures intelligences et les individus les plus ouverts en perdent l'essentiel des capacités de décentrement critique déjà altérées par la nature de leur formation scolaire. La question de l'immigration illustre ces tendances. Elle n'est pas la seule comme le montrent les travaux récents de Xavier Pons (2017) sur la difficulté d'une discussion des enjeux d'éducation qui prenne en compte les apports des SHS, du fait de la faiblesse d'un journalisme spécialisé, de la surpolitisation d'enjeux et du poids des clichés et clivages congelés (« pédagogues » versus « républicains ») en ces domaines.

Problèmes publics et passions tristes

Le travail de François Héran peut aussi se lire comme une contribution à l'analyse des problèmes publics (Neveu, 2015). Comment un fait social en vient-il à être constitué en objet de débats, à prendre une place significative dans l'agenda politique et celui des politiques publiques ? On peut alors utiliser le volume comme l'équivalent d'une boîte de puzzle qui donnerait un ensemble de pièces pour suivre le processus d'actualisation d'un problème, à vrai dire constitué de longue date. Qui définit l'immigration comme un problème majeur... et reste-t-il des entrepreneurs de défense des migrants audibles ? Comment le problème est-il mis en récit, cadré et contre-cadré ? Quelles sont les logiques argumentatives qui vont justifier de son importance... et on discerne alors la centralité de la réflexion développée sur les usages du chiffre et de la « science ». À travers les analyses de la première partie, le volume offre aussi une prise en compte des processus d'élaboration, de mise en œuvre et même ici d'évanouissement des politiques publiques. Deux pistes de réflexion peuvent éventuellement naître de cette façon de recadrer l'apport du livre.

La première est d'observer qu'un travail qui couvre beaucoup de débats sur l'immigration ne donne que peu à voir des discours et cadrages favorables, tout simplement compréhensifs pour les migrants. S'il y a là un biais, il n'est pas illogique puisque l'un des desseins du livre est de porter le fer sur les abus des usages de chiffres imaginaires ou trafiqués, pratique infiniment plus fréquente sous forme de dénonciations apocalyptiques que de sous-estimations lénifiantes. Mais la question est aussi celle de l'effacement dans l'espace public de discours brisant les cadrages de l'immigration en termes de coût, de menace ou d'irruption indésirée. Si elles sont lacunaires, les neuf pages sur les politiques des gauches (chap. 4) suggèrent adéquatement la faiblesse de beaucoup des positionnements qui cherchent à se définir comme autres – ce qui ne veut pas dire « pro » immigration, mais assez réalistes pour acter l'inévitabilité d'une large part de ces mouvements humains. Avec des insistances diverses sur ces variables, le gros des politiques des gauches s'inspire de trois repères : on ne peut accueillir toute la misère du monde, il faut aider au développement dans les pays d'accueil, il faut aussi que la France soit fidèle à ses valeurs universalistes et de défense des droits de l'homme. Pour citer amèrement la formule d'Alfred Binet (1909 : 339), « ce n'est [même] pas assez précis pour être faux ». Et cela ne l'est assurément pas assez ni pour définir des politiques bien identifiées et nouvelles, ni pour faire face au défi d'articuler une politique d'immigration « ouverte » et une réponse aux inquiétudes de classes populaires confrontées au chômage, à la précarité et au sentiment que l'État ferait plus pour des étrangers que pour elles. L'invite à réflexion pourrait être ici celle de comprendre ce qu'on peut difficilement ne pas qualifier de défaite idéologique, spécialement visible si l'on pense à la puissance antérieure d'une vision plus solidaire de l'immigré comme « travailleur » plus exploité que la moyenne (Bonnafous, 1991). L'enjeu actuel, on y reviendra, est bien de réinventer un discours de légitimation qui n'a pas à être une apologie des migrations (d'autant qu'elles

sont avant tout subies par les migrants eux-mêmes), mais qui leur donne une autre acceptabilité que le froid énoncé de leur inévitabilité.

Le lexique spinozien des passions, tristes et heureuses, a été replacé dans les problématiques des SHS par Frédéric Lordon (2010). Sans occulter ce que peuvent être les affects joyeux de la solidarité chez ceux qui défendent les migrants, on peut suggérer que ce problème public suscite plutôt des passions tristes. Il alimente le ressentiment et la peur, il invite au repli sur soi. Il fait percevoir le migrant au filtre de la méfiance, de la menace potentielle. S'il fabrique du « nous », c'est dans la crainte du « eux » et dans la perception de ce qui ferait identité commune comme une chose assiégée, défaite ou déclinante. Les catalyseurs de passions tristes fonctionnent d'ailleurs en série... l'immigration comme problème public est imbriquée à la question de l'Union européenne. Si les drames en Méditerranée ou les campements de migrants sous le métro aérien fournissent une bonne part des images médiatiques, l'immigration au concret, c'est aussi, pour beaucoup de salariés, le chauffeur de poids lourd polonais ou le travailleur détaché bulgare dans un chantier naval dont la présence et les effets sur l'emploi et les salaires suscitent des réactions critiques. Il est regrettable que les travaux soient rares sur « La Manif pour tous » qui a fortement mobilisé contre le mariage homosexuel en 2012 et 2013 – indicateur des tropismes idéologiques des chercheurs ? – pour alimenter aussi une réflexion sur les homologies qu'elle pourrait traduire avec une part des sensibilités anti-immigration. Peut-on y retrouver des passions tristes, le sentiment que la reconnaissance des droits ou réclamations des « autres » en vient à porter atteinte à des institutions (la famille, la filiation, la nation) et évidences qui structuraient l'expérience quotidienne.

Associer ces enjeux sous une rubrique stigmatisante « travail-famille-patrie » serait une façon facile de disqualifier ceux qu'ils émeuvent, mais ce qui les connecte est bien la perception de ce que se dérobent des fondements de ce qui faisait une communauté pensée au prisme d'évidences genrées ou nationales. Une piste plus intéressante sur ces « fondamentalismes » pourrait bien être de faire retour ici sur l'œuvre de Joseph R. Gusfield (spécifiquement 1963) et sa réflexion sur les « croisades morales ». Le sociologue américain montre comment diverses séquences de mobilisations contre la consommation d'alcool aux États-Unis, des années 1830 à celles de la Prohibition un siècle plus tard, ne peuvent être éclairées au prisme de l'idée de défense d'intérêts matériels que mettraient en péril buveurs de bière ou de vin. La croisade traduit ce qu'il décrit comme un mouvement de *status*, la revendication de groupes sociaux qui se sentent – ou sont objectivement – en déclin de trouver une forme de rétablissement symbolique en s'instituant en garants et hérauts des valeurs d'athlétisme moral, de maîtrise de soi et d'ascétisme qui seraient au cœur de l'américanité, contre l'hédonisme, le laisser-aller et l'imprévoyance que révélerait l'assiduité au saloon ou les excès de boisson. Ces excès sont significativement imputés à des populations qui sont aussi stigmatisées comme étant des immigrants récents (Italiens, Irlandais), culturellement décalés parce que catholiques. Faut-il dire que tirer profit du travail

de Joseph R. Gusfield ne saurait passer par une plate mise en équivalence, ou la négligence des multiples différences entre situations historiques ? Mais sa boîte à outils à base de croisades morales, de mouvements de *status*, d'une notion de « fondamentalisme » qui n'est pas aplatie sur le signifié réducteur de fanatisme est porteuse d'une intelligibilité qui conjure le risque de faire des SHS un outil de stigmatisations euphémisées. Sa sensibilité historique est attentive aux oscillations qui mènent des réformes « assimilatrices » (inviter les « déviants » à s'amender, à s'intégrer) aux réformes « coercitives » (où la persistance du « problème » radicalise vers des politiques répressives : prohibition de l'alcool... immigration zéro). Joseph R. Gusfield ne réduit pas non plus le symbolique à des mots ou des croyances, mais y explore la dimension des affects, le poids des ressentiments, du sentiment de n'être plus prophète en son pays.

Et si une large part des crispations et passions tristes que suscitent l'immigration, les processus d'européanisation, les réformes où le « sociétal » a congelé le « social » venaient moins de l'expression d'un racisme décomplexé ou d'une crispation nationaliste que du fait, tragiquement simple, de l'explosion des inégalités sociales ? Si l'on peut invoquer des acquis consensuels d'une science économique, ils disent le creusement des inégalités de revenus et de patrimoine, la persistance du chômage, la précarisation des statuts au travail. Pour des millions de citoyens français de milieux populaires ou modestes, l'expérience du chômage de masse et de longue durée, le sentiment d'être déclassés ou renvoyés au statut d'archaïques ou d'arriérés exacerbent colère et ressentiment. La croyance que les migrants compliquent encore ce problème, voire bénéficient d'aides qui sont refusées aux Français « de souche » crée un terrain favorable aux fantasmes et aux animosités. Labelliser ces inquiétudes en « insécurité culturelle » (Bouvet, 2015) risque fort d'habiller d'un terme demi-savant, plus légitimant que déconstructeur, la rhétorique de la droite extrême sur la submersion par l'immigration, ses cultures et normes religieuses.

Conclusion

Faire reculer les passions tristes de la peur, du repli et de la xénophobie suppose non de les draper d'un vocable élégant, mais de déplacer la discussion vers ce qui est le support matériel premier de leur floraison : l'insécurité matérielle et l'expansion de la pauvreté. L'enjeu politique majeur sur lequel se clôt le livre de François Héran est là. Si l'on part de l'observation que l'immigration est largement un fait social que rien ne bloquera (François Guizot – 1822 : 114 – disait joliment qui a « des racines où la main de l'homme ne saurait atteindre »), reste à produire un « travail politique », à donner sens et acceptabilité à ce fait. L'inéluctabilité du *fatum* est une justification pratiquement forte mais symboliquement pauvre. On peut et doit invoquer un principe de commune humanité, l'existence de droits pour des personnes qui ne sauraient être condamnées à vivre dans des conditions

d'apocalypse climatique, guerrière ou répressive. Mais il est douteux que cela suffise à lever préventions et aversions. Peut-on alors être « avec l'immigration », sur un mode plus efficace socialement que les effusions humanistes, sans revendiquer des virages politiques radicaux sur un resserrement en profondeur des inégalités géopolitiques Nord-Sud, ici de celles entre classes populaires et précaire d'un côté, privilégiés de l'autre ? Comment accueillir les immigrés si cela veut dire inviter les moins dotés à se pousser encore pour leur faire de la place ? Lancé en septembre 2018, un *Manifeste pour l'accueil des migrants* pourrait ici offrir une piste de réflexion. Soulignant avec force le caractère irrépressible de flux croissants de migrations, il souligne l'asymétrie entre libre circulation des marchandises et des capitaux et filtrage des humains. Il met aussi l'accent sur le rôle actif des extrêmes droites européennes dans la stigmatisation des migrants, leur constitution en « problème » quand celui-ci serait à identifier dans « le règne illimité de la concurrence et de la gouvernance, dans le primat de la finance et dans la surdité des technocraties [...], la règle de plus en plus universelle de la compétitivité, de la rentabilité, de la précarité »⁶. Paradoxalement, ce sont plus les non-signatures que les signatures qui ont suscité des commentaires dans la presse, discernant – d'une façon qui n'était sans doute pas toujours sans arrière-pensées politiques – ce qui serait, en France comme en Allemagne, l'émergence d'une gauche et même d'une extrême gauche anti-immigration.

Plus que de distribuer ici les bons points, on suggérera quatre questions sur les manières, complexes et délicates, de trouver une juste façon d'être « avec l'immigration ». Comment dépasser l'opposition entre une vision stigmatisante de l'immigration comme insupportable problème et celle, enchantée, d'une immigration dont l'unique composante problématique serait la xénophobie – celle des autres, du populaire ou – des politiques publiques de refoulement ? Comment valoriser et mettre en récit ce que sont – et elles existent – des expériences réussies d'accueil et d'insertion des migrants, en montrant en particulier que toutes ne reposent pas sur un « coût » pour les finances publiques ? Plus centralement, peut-on, sans coûts politiques sérieux, découpler un discours « avec l'immigration » d'un discours et de politiques publiques « avec les perdants sociaux », cela pour conjurer la mise en concurrence et en tension des misères du monde ? Que peuvent enfin être des politiques internationales par action et par abstention (comme la fin de la vente d'armes qui font du Yémen un mouroir, celle de systèmes de subventions et d'incitations qui rendent les agricultures du Sud non compétitives ou les conduisent à exporter au détriment des besoins de leurs populations) rendant possible de vivre dignement là où l'on a les siens et son histoire ? « Avec l'immigration » ? Sans hésiter, mais en conjuguant le couple eliasien engagement et distanciation, en combinant cœur et imagination sociale.

⁶ Accès : <https://www.change.org/p/citoyen-nes-manifeste-pour-l-accueil-des-migrants>. Consulté le 19/11/2018.

Références

- Amey P, Leroux P, 2012, *L'Échange politique à la télévision*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Ballet V., 2018, « Jean-Claude Kaufmann poursuivi en diffamation à cause d'une télé-réalité », *Libération*, 22 janv. Accès : https://www.liberation.fr/france/2018/02/22/jean-claude-kaufmann-poursuivi-pour-diffamation-a-cause-d-une-tele-realite_1631543. Consulté le 20/11/2018.
- Benson R., 2013, *L'Immigration au prisme des médias. Une comparaison France-États-Unis*, trad. de l'américain par B. Poncharal, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.
- Binet A., 1909, *Les Idées modernes sur les enfants*, Paris, E. Flammarion.
- Bonnaïous S., 1991, *L'Immigration prise aux mots*, Paris, Éd. Kimé.
- Bouvet L. 2015, *L'Insécurité culturelle*, Paris, Fayard.
- Bronner G., Géhin É., 2017, *Le Danger sociologique*, Paris, Presses universitaires de France.
- Buisson P., 2016, *La Cause du peuple*, Paris, Perrin.
- Cushion S., Lewis J., Callaghan R., 2017, « Data Journalism, Impartiality and Statistical Claims. Towards more independent scrutiny in news reporting », *Journalism Practice*, 11 (10), pp. 1198-1215. Accès : <https://doi.org/10.1080/17512786.2016.1256789>.
- Gans H. J., 1979, *Deciding What's News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek, and Time*, Evanston, Northwestern University Press, 2004.
- Guizot F., 1822, *De la Peine de mort en matière politique*, Paris, Fayard, 1984.
- Gusfield J. R., 1963, *Symbolic Crusade. Status Politics and the American Temperance Movement*, Chicago, University of Illinois Press.
- Héran F., 1984, « L'assise statistique de la sociologie », *Économie et Statistique*, 168, pp. 23-35. Accès : https://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_1984_num_168_1_4881.
- Héran F., 2007, *Le Temps des immigrés. Essai sur le destin de la population française*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Héran F., 2012, *Parlons immigration en trente questions*, Paris, Documentation française, 2016.
- Héran F., 2017, *Avec L'Immigration. Mesurer, débattre, agir*, Paris, Éd. La Découverte.
- Hirschman A. O., 1991, *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, trad. de l'américain par P. Adler, Fayard, Paris, 1991.
- Livingstone S., Lunt P., 1993, *Talk on Television. Audience Participation and Public Debate*, Londres, Routledge.
- Lordon F., 2010, *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, Éd. La Fabrique.
- Marx K., 1852, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, trad. de l'allemand, Paris, Éd. Sociales, 1969.
- Marx K., Engels F., 1871, *La Social-démocratie allemande*, textes réunis par R. Dangeville, Paris, Union générale d'Éd., 1975.
- Neveu É., 2015, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, A. Colin.
- Neveu É., à paraître, « Peut-on faire du crétinisme politique un objet de science ? », in : Barrault-Stella L., Gaiti B., Lehingue P., dirs, *Le Désenchantement politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

- Noiriel G., 2018, « Une droite extrême hégémonique. Éric Zemmour, le voleur d'histoire », *Le Monde*, 30 sept. Accès : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/09/29/gerard-noiriel-eric-zemmour-tente-de-discrediter-tous-les-historiens-de-metier_5361955_3232.html. Consulté le 12/12/2018.
- Oreskes N., Conway E., 2010, *Marchands de doute*, trad. de l'américain par J. Treiner; Paris, Éd. Le Pommier, 2014.
- Pons X., 2017, *Débat public et action publique en éducation en France dans les années 2000. Une sociologie des configurations de dicibilité*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.
- Zemmour É., 2018, *Destin français*, Paris, A. Michel.